

AVIS DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DU 7 SEPTEMBRE 2020

Observations		Réponse et éléments intégrés au dossier d'autorisation environnementale
Page 1 et 2	<p>Contexte : les ouvrages de gestion des eaux pluviales, le bassin n°2 est localisé dans le périmètre de protection rapprochée. De même, le bassin n°2 ter et la moitié du bassin 3B sont localisés dans le périmètre de protection éloignée.</p> <p>L'arrêté précité du 16 janvier 2012 réglemente les opérations et activités réalisées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée dans son article 3.</p> <p>« En revanche, la rubrique 4 signalée dans mon avis précédent n'est pas mentionnée dans les pièces B et C du dossier. »</p> <p>Avis de 2012 : « Rubrique 4 : Excavations permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles...) - INTERDIT* sauf : les excavations temporaires rendues nécessaires pour la pose de conduites d'eau potable, d'eau pluviale ou d'assainissement, de fossés routiers, sous réserve de leur comblement par des matériaux inertes ; les excavations permanentes nécessaires à la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales, sous réserve de la prise en compte de la protection des captages dans leur conception. »</p> <p>Les travaux sont donc conformes aux préconisations de l'hydrogéologue agréé et à l'arrêté de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection.</p>	<p>La rubrique 4 relative aux excavations permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles...) de l'arrêté du 16 janvier 2012 réglementant les opérations et activités réalisées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée est rappelé au sein du dossier d'autorisation environnementale (Cf. Chapitre 10.3.10.1).</p>
Page 2	<p>sur la planification de la réalisation du chantier en périmètre de protection rapprochée : comme précédemment, il est mentionné qu'ils seront effectués en période favorable (basses eaux de la nappe) et effectués entre août et novembre <u>si le planning des travaux le permet.</u> Ainsi, comme évoqué en 2102, cette condition n'est pas acceptable : le planning des travaux doit être absolument conçu pour minimiser les risques vis-à-vis des captages d'eau et des retards pris sur le chantier ne doivent pas conduire à réaliser les travaux en période moins favorable.</p>	<p>Le maître d'ouvrage s'engage à respecter un phasage de travaux intégrant une interdiction de travaux entre le 1er décembre et le 30 avril.</p> <p>Toute ambiguïté formulée à ce sujet est levée dans le dossier d'autorisation environnementale. Ainsi la formule « si le planning des travaux le permet » est retirée du dossier (cf. chapitre 10.4.1).</p> <p>Les niveaux de nappe au droit du chantier feront l'objet d'une surveillance durant toute la durée des travaux grâce des mesures en temps réel du niveau de la nappe grâce aux piézomètres existants du niveau de la nappe pour les captages AEP.</p> <p>Ce dispositif de surveillance et les critères observés seront renseignés dans l'arrêté d'autorisation. En première approche les dispositifs de surveillance déjà évoqués par le précédent arrêté seront reconduits. C'est-à-dire l'arrêt dans un délai de 12 heures maximum des travaux dès que le niveau de la nappe est à moins de 50 cm du fond de fouille avec une tendance à la hausse dans la zone concernée.</p>
Page 2	<p>sur la réalisation des fondations des ouvrages d'art, j'indiquais ma réserve sur l'affirmation de réalisation des travaux au-dessus du toit de la nappe et que donc l'éventualité de pompage temporaire devait être envisagée comme un événement plus que probable. Sur ce point, le présent dossier précise (pièce B — page 46) les dispositions prévues si des pompages étaient nécessaires.</p>	<p>Cette mention au contenu du dossier n'appelle pas de réponse.</p>
Page 3	<p>la surveillance qualitative des captages d'eau et la gestion d'anomalies, il est toujours proposé de fixer à 5/6 NFU le seuil de première alarme auprès d'Évreux Portes de Normandie et qu'un arrêt du chantier soit déclenché à 10 NFU. Comme précisé en 2012, le pic maximum pour Chenappeville a été observé en 2001 lors de la crue de l'Iton pour une valeur de 4 NFU. En 2008, lors des travaux de réalisation de l'UTEP, la turbidité n'a pas dépassé 0,3 NFU. Une valeur de 5 NFU sur l'eau brute des captages de Chenappeville est donc en soi et en l'absence de tout événement climatique important une valeur indiquant une modification importante de la qualité de l'eau. L'alerte devrait donc être fixée à une valeur plus basse et correspondre à une élévation significative de la turbidité par rapport à son niveau habituel et provoquer un arrêt temporaire du chantier jusqu'à au minima une stabilisation de la turbidité.</p>	<p>Le niveau retenu pour le déclenchement de première alarme en cas de turbidité sera fixé à 3 NTU dans le dispositif de suivi de la surveillance qualitative des captages d'eau.</p> <p>L'arrêt des travaux sera fixé à 5 NTU, quelle que soit la cause de cette turbidité. (modification apportée au chapitre 10.4.4).</p> <p>Ces valeurs sont issues du plan de secours pour l'alimentation en eau potable élaboré en 2013 par Évreux Portes de Normandie (5.3 Pollution lors des travaux d'excavation liés à la déviation d'Évreux).</p> <p>Le plan de secours actuellement en vigueur est joint en annexe 20 du dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Les données de surveillance en continu n'ont à ce stade démontré aucun dépassement des seuils jusqu'en 2014 et durant la précédente phase de travaux.</p>
Page 4	<p><u>Acoustique</u></p> <p>Les documents communiqués ne précisent pas si une ou plusieurs nouvelles campagnes de mesures sera/seront réalisée(s) à une échéance de un an à cinq ans après la mise en service (démarche par exemple prévue pour le projet d'aménagement des RN12 et RN314 sur le secteur de Nonancourt), afin de vérifier l'efficacité des actions correctives.</p>	<p>Un bilan environnemental sera effectué entre 1 et 5 ans après la mise en service de l'infrastructure. Il permettra</p> <ul style="list-style-type: none">• D'organiser le contrôle du respect des engagements de l'état• D'évaluer les effets réels de l'infrastructure. <p>Un bilan intermédiaire sera réalisé dans l'année qui suit la mise en service. Un bilan final sera réalisé 5 ans après la mise en exploitation.</p> <p>Ce bilan comprendra une campagne de mesures acoustiques permettant de valider les engagements de l'état. En cas de dépassement des seuils prédéfinis des mesures correctives seront mises en place et de nouvelles mesures acoustiques seront effectuées afin d'en vérifier l'efficacité.</p> <p>Ce bilan sera réalisé dans le cadre du bilan Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) et constituera le volet environnement de ce bilan.</p> <p>Cet engagement est intégré au chapitre 7.5.6.1 du dossier d'autorisation environnementale.</p>

Observations		Réponse et éléments intégrés au dossier d'autorisation environnementale
Page 5	<p><u>Air et santé</u></p> <p>deux éléments ne sont pas abordés ou discutés par rapport aux dispositions du guide méthodologique :</p> <p>dans le cas de présence de lieux dits vulnérables situés dans la bande d'étude du projet, l'étude de niveau II doit être remontée au niveau I au droit de ces lieux vulnérables. Ainsi, douze établissements vulnérables sont identifiés dans la bande d'étude : deux structures d'accueil pour la petite enfance, quatre écoles, quatre établissements d'accueil pour enfants handicapés, un hôpital et un EHPAD. Toutefois un seul (l'IMPro la Ronce - contrairement à ce qui est mentionné) se situe au droit du projet. A noter que le centre hospitalier Eure-Seine et l'hôpital de la Musse sont proches de la bande d'étude mais étant situés à l'extérieur, ils ne sont pas cartographiés (page 122 de l'étude d'impact) ;</p> <p>concernant l'identification des zones à enjeux en termes de risque par ingestion et notamment la présence de jardins potagers, ce sujet n'est pas abordé dans l'étude. A ma connaissance, deux zones de jardins partagés sont à proximité du tracé de la déviation : des parcelles situées entre le stade du 14 juillet et le crématorium et des parcelles entre l'hippodrome et les anciennes usines de Navarre. Toutefois et après vérification, ces parcelles ne sont pas dans la bande d'étude.</p>	<p>D'après la note méthodologique 2019 du CEREMA, les personnes considérées comme vulnérables sont (Cf chapitre : « 3.1.3- Populations ») :</p> <ul style="list-style-type: none">• « les jeunes enfants (dont l'appareil respiratoire n'est pas encore mature) ;• les personnes âgées, plus vulnérables de manière générale à une mauvaise qualité de l'air ;• les personnes, adultes ou enfants, présentant des problèmes pulmonaires et cardiaques chroniques <p>La présence d'établissements accueillant des personnes vulnérables dans la bande d'étude est un critère pour remonter l'étude d'un niveau au droit de l'établissement.</p> <p>L'I.M.Pro Pierre Redon a été identifié à proximité du projet. Cet établissement accueille des adolescents, âgés de 14 à 20 ans, qui présentent une déficience intellectuelle. Cet établissement de santé a été retenu car il dispose d'un internat. Toutefois, au sens de la note méthodologique 2019 du CEREMA les personnes accueillies ne sont pas "vulnérables" vis à vis de la qualité de l'air. Ce ne sont pas de jeunes enfants, ils sont dans une tranche d'âge où l'appareil respiratoire est suffisamment développé.</p> <p>De plus, d'après les résultats de l'étude, cet établissement n'est pas impacté par des teneurs dépassant les normes de qualité de l'air. Plus précisément, dans le scénario avec projet, les teneurs en NO2 y sont de l'ordre de 16 µg/m3 soit moins de deux fois la valeur limite en qualité de l'air et de l'ordre de la teneur de fond.</p> <p>La note méthodologique 2019 indique également que la modification de géométrie du réseau routier peut justifier un abaissement du niveau d'étude si la modification du tracé n'impacte pas l'exposition de la population. Le projet de déviation d'Évreux est une modification de la géométrie du réseau et entraîne un déplacement du trafic. D'après les résultats de l'étude et notamment l'IPP, l'impact du projet est positif en terme d'exposition de la population et de qualité de l'air, en réduisant fortement l'exposition de la population à de fortes concentrations en polluants.</p> <p>Ainsi, nous avons estimé qu'il n'y a pas d'enjeux suffisamment significatifs sur cet établissement pour justifier une étude de niveau 1.</p> <p>Toutefois au regard des observations transmises par l'agence régionale de santé le maître d'ouvrage s'engage à actualiser l'étude air et santé en relevant le niveau d'étude en niveau I au droit de la bande d'étude du projet. C'est-à-dire au droit du site « IMPro la Ronce ». Cette étude sera lancée prochainement et ses résultats seront transmis avant le début des travaux au droit de l'IM PRO la Ronce.</p> <p>La note méthodologique 2019 du CEREMA prévoit (Cf. Chapitre 4.2.1.2- Cas particuliers des aménagements nécessitant une adaptation du niveau d'étude, a) la présence de lieux vulnérables) : « Dans le cas de présence de lieux dits vulnérables (cf. 3.1.3) situés dans la bande d'étude <u>du projet</u>, une étude de niveau II sera impérativement remontée au niveau I au droit des lieux vulnérables et non sur la totalité de la bande d'étude (cf. 4.2.2.2). ». Conformément à la note méthodologique du CEREMA et comme identifié par l'ARS, dans son avis du 7 septembre 2020, cette actualisation concernera spécifiquement le site « IMPro la Ronce ».</p> <p>La mention des zones à enjeux en termes de risque par ingestion n'appelle pas de réponse.</p>